

LE TEMPS

Le Temps
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 32'535
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 11
Fläche: 26'065 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 70822056
Ausschnitt Seite: 1/1

Alain Berset dénonce la pauvreté dans une Suisse riche

SOCIAL Le président de la Confédération admet que le Programme national de lutte contre la pauvreté 2014-2018 n'a pas atteint tous les objectifs. Caritas dénonce la coupe budgétaire des prochaines années

RAM ETWAREEA, BERNE

🐦 @ram52

Le directeur de Caritas, Hugo Fasel, a participé vendredi à la Conférence nationale contre la pauvreté avec une certaine rage. Il l'a amplement démontré face aux quelque 300 politiques, chercheurs, fonctionnaires et activistes réunis à Berne pour dresser un bilan du programme de lutte 2014-2018. En verve et visiblement fâché, l'ancien conseiller national fribourgeois a accusé la Confédération de se dérober de sa tâche d'assurer un niveau de vie digne à chaque résident suisse.

«Nous devons prévenir la pauvreté, pas la gérer, dénonce Hugo Fasel. Certes, les cantons et les communes fournissent des assurances sociales. Mais le travail en amont – mettre en place une politique sociale nationale, la prévention ou encore la formation continue – revient à Berne. C'est ce qui ne se fera plus.» Le programme 2014-2018 finançait les activités de monitoring (collecte et échanges d'informations et d'ex-

périence), études et publications.

La colère du directeur de Caritas, principale organisation privée suisse active dans la lutte contre la pauvreté, s'explique. Le Conseil fédéral vient de décider de prolonger le programme 2014-2018. Mais pour les cinq prochaines années, le budget est réduit à 500 000 francs par année contre 1,8 million de francs.

Ce n'est pas Alain Berset qui l'a contredit. Le président de la Confédération a confirmé que les cantons et les communes se chargeront de lutter contre la pauvreté. «Sans les prestations sociales, il y aurait aujourd'hui quatre à cinq fois plus de personnes touchées en Suisse», a affirmé le socialiste.

Pas moins de 615 000 pauvres

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), 615 000 résidents en Suisse, soit 7% de la population, dont 108 000 enfants, vivaient au-dessous du seuil de la pauvreté en 2016. Le seuil de pauvreté se situait alors à 2247 francs par mois pour une personne seule et à 3981 francs par mois pour une famille comprenant deux adultes et deux enfants.

Tout en dressant un bilan positif du Programme 2014-2018, le président de la Confédération a admis

que tous les objectifs n'avaient pas été atteints. Notamment la plateforme d'informations en ligne pour les personnes touchées par la pauvreté. «Le problème ne doit pas être sous-estimé et il reste énormément à faire, a-t-il lancé. La pauvreté est inacceptable en Suisse, un pays économiquement fort, avec un taux de chômage bas, un système d'éducation et de santé ouvert.» Le président de la Confédération s'est félicité que le fléau qui a été longtemps considéré comme strictement privé constitue désormais une responsabilité de l'Etat social.

Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat vaudois chargé de la Santé et des Affaires sociales, a apporté de l'eau au moulin d'Hugo Fasel. Il a d'emblée regretté que le programme 2014-2018 n'ait pas donné lieu à de nouvelles mesures de politique sociale. Il a insisté sur le fait qu'à l'heure actuelle, un salaire d'ouvrier n'est plus suffisant pour faire vivre une famille comme c'était le cas il y a quelques décennies. «L'arrivée des femmes sur le marché du travail a complété le revenu de la classe moyenne inférieure, a souligné le ministre socialiste. Mais nous constatons de nos jours que même les deux salaires ne suffisent pas non plus à joindre les deux bouts.» ■